

cisément ce que les camarades anglais disent, qu'il y aura une reprise, sur la base du capitalisme d'après guerre; c'est pourquoi il est quelquefois gênant de voir des camarades nous faire la leçon sur les différences dans le capitalisme d'aujourd'hui, les nouveaux facteurs, les nouvelles contradictions, et la comparaison de ces contradictions avec le capitalisme d'avant la guerre. Tout cela est très bien compris, et tous les camarades le verront clairement s'ils étudient les amendements anglais.

Sur ce point, je dois ajouter qu'il me semble que le camarade Jérôme et ceux qui soutiennent ses idées ont une compréhension absolument fautive des idées contenues dans le matériel anglais, car c'est précisément le matériel anglais qui souligne les traits qui donnent son instabilité à l'actuelle situation en Europe. C'est précisément l'amendement anglais qui prend chaque pays séparément et qui traite des questions de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, et par exemple tout à fait clairement et précisément de la question de la France en examinant le rapport de force entre les classes, et les effets de la lutte des classes sur les possibilités d'une reprise et d'une restauration capitaliste. Ce que nous proposons n'est pas du tout une correction de la ligne de principe de l'Internationale, mais une correction sur la situation mondiale immédiate ou sur la situation de l'Europe dans la période prochaine. J'aimerais souligner un petit point, c'est probablement divulguer des secrets de famille, mais pour moi cela a miné la confiance que je pouvais avoir dans les chiffres fournis par Jérôme : par exemple, dans le document original, le camarade Gabriel avait 50 p. c. pour la France, ce qui, comme il a été dit...

(Jérôme intervient en français.)

Le fait même que la production a déjà atteint 83 p. c. démontre la profonde stupidité de maintenir la phrase stagnation et marasme et de tenter de défendre cette phrase et les idées politiques qui en découlent dans ce rapport politique. L'idée que le capitalisme se maintient et que son développement sera lent et à un niveau très bas, en d'autres termes que nous ayons stagnation et marasme, est profondément anti-marxiste et totalement indéfendable. Après la crise mondiale, par exemple, qui évidemment n'avait pas été aussi dévastatrice que la guerre impérialiste, Léon Trotsky montra qu'étant donnée l'absence de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, un nouveau développement était inévitable. Je vais lire une citation de Trotsky, écrite à cette époque. Trotsky déclare « la classe dirigeante de tous les pays... etc. ».

Personne, et encore moins un camarade du parti anglais, ne dit rien d'autre au sujet de la situation présente : que c'est une situation qui peut être caractérisée comme une reconstruction du capitalisme européen, grâce à la politique traître des partis ouvriers officiels. Si l'on considère la situation après l'autre guerre et la situation actuelle en tenant compte du fait qu'après l'autre guerre l'impérialisme mondial avait à faire face à des partis révolutionnaires de masse en fonction de la révolution russe victorieuse, et qu'en dépit de cela il était capable d'effectuer une reprise, il est tout à fait clair qu'aujourd'hui, en l'absence de partis révolutionnaires de masse, et avec l'existence des partis ouvriers officiels, qui ont aujourd'hui infiniment plus de force grâce à Staline qu'ils n'en avaient immédiatement après la première guerre mondiale, il est tout à fait clair, pour cette deuxième raison, que rien d'autre qu'un développement de l'économie capitaliste et une graduelle consolidation de l'Etat ne peut avoir lieu. Que pourrait-il se produire d'autre? Ne serait-ce que d'un point de vue théorique, cette position est correcte, mais les faits ont déjà démontré qu'elle l'est.

Par exemple, au Congrès du P. C. I. sur la question économique, ceux qui soutenaient les idées du camarade Jérôme et du camarade Frank, ont reconnu tout à fait clairement dans la résolution présentée à ce Congrès qu'une reprise a actuellement lieu. Nulle part dans cette résolution n'ont été utilisés les mots stagnation et marasme. Les camarades nient qu'il y ait une quelconque consolidation politique de la bourgeoisie.

Ne serait-ce qu'hier, nous avons vu dans la presse, l'information selon laquelle le M. R. P. considérerait la constitution d'un cabinet sans le P. C. F.; quoiqu'évidemment à ce stade une telle chose semble improbable, le fait même que les représentants au Parlement de la bourgeoisie française puisse envisager cela, montre une confiance en soi croissante et le commencement d'une consolidation de la bourgeoisie. Les dernières élections en France ont montré l'instabilité complète de la bourgeoisie et le fait qu'elle repose même à cette étape sur les partis ouvriers dits officiels. Mais en raison de la collaboration et de la capitulation continuelles des partis officiels, il est tout à fait clair que seule la bourgeoisie peut gagner quelque chose dans la période immédiate.

Le camarade hollandais a souligné que dans l'accroissement des indices de la production générale, cet accroissement n'est possible qu'en raison du maintien du niveau de vie très bas des masses, et même qu'il tendra à être encore abaissé. Personne des camarades anglais n'a dit quoi que ce soit de différent en ce qui concerne le niveau de vie des masses; au contraire, il est souligné dans presque chaque page de nos amendements sur

les perspectives en Europe qu'à coup sûr, tout cela ne pourra se réaliser qu'aux dépens des masses; que la bourgeoisie tenterait de compenser ses difficultés sur le dos des masses, et que l'agitation du parti socialiste et du parti communiste pour la production ne peut qu'aider la bourgeoisie à surexploiter les travailleurs, à abaisser encore plus le niveau de vie et par là réduire le prix des marchandises. Il est tout à fait vrai, comme le dit le camarade Germain, que nous ne pouvons donner des chiffres montrant que la production dépasse celle de 1938. Je ne suis pas sûr en ce qui concerne la Belgique et la Hollande s'il n'y a pas un pays qui a dépassé le niveau d'avant guerre, mais étant déjà donné que tous ces pays ont augmenté leur production globale, étant donné ce fait, je pense que dans moins de six mois, nous pourrions apporter les preuves nécessaires au camarade Germain, en excluant, ce que je fais personnellement pour les six mois à venir, une guerre civile en France. La déclaration du camarade Germain, selon laquelle en France, Belgique et Hollande, la bourgeoisie s'est montrée absolument incapable de développer les moyens de production, n'est qu'une demi-vérité. Il est vrai que la bourgeoisie est incapable d'ouvrir une voie au capitalisme, mais il est aussi vrai qu'en dépit du fait que la bourgeoisie est en absolue contradiction avec le développement des moyens de production, la production ne s'en développe pas moins. Cet argument du camarade Germain le met dans une situation difficile; il aurait été très difficile d'expliquer le fait qu'il y a eu de nombreux développements, qu'il y a eu des booms, et naturellement des crises, depuis que le capitalisme est considéré comme ayant accompli sa fonction historique. S'il est possible de démontrer qu'à partir de 1900 (et dès cette période, nous avons l'habitude de démontrer la fin de la fonction progressive du capitalisme), s'il est possible de démontrer qu'il y ait eu un développement de la production, des booms suivis de crises, avec une période de plus en plus courte entre eux, il est alors clair qu'il est tout à fait faux aujourd'hui de nier la possibilité d'un développement économique et de la consolidation du pouvoir politique bourgeois en Europe. Les camarades font évidemment la déclaration qu'à la longue le capitalisme est capable de restaurer son pouvoir économique. Il est vrai, comme le camarade Jérôme l'a dit qu'ils le feront à une condition, c'est-à-dire aux dépens du prolétariat, pour recréer le capital détruit par la guerre, soumettant le prolétariat à des conditions de vie très inférieures à celles d'avant guerre.

Le fait que les camarades puissent faire cette déclaration me déroute. La première chose qu'il faudrait dire, me semble-t-il, lorsqu'on développe un tel article, est qu'à la longue le capitalisme mènera à une crise plus profonde que tout autre dans le passé. « A la longue, le capitalisme sera capable de se restaurer », ne peut évidemment se faire que sur la base d'une défaite de la classe ouvrière, c'est-à-dire à la longue. Alors que les camarades posent la question sur la tête, comme le camarade Haston l'a fait correctement remarquer, nous voulons poser le problème sur ses pieds. Nous voulons voir la réalité, non quelques idées élaborées dans les chambres à Paris, et nous pensons que la réalité parle d'elle-même à ce sujet, et que si l'Internationale ne corrige pas sa position sur ce point, cela mènera à un certain nombre d'erreurs graves de la part de nos sections. Nous devons déclarer que pour le moment il y a entre les camarades anglais et ceux qui soutiennent leur position, entre eux et la majorité du S. I., il n'y a pas de désaccord grave sur les points programmatiques spécifiques actuellement; je pense que cela est très important. Je pense que cela démontre, comme le font de temps à autre les déclarations de camarades individuels, que peu-être, s'ils ne veulent pas dire que ce sont les camarades anglais qui les ont corrigés, les événements les pousseront éventuellement à accepter la ligne proposée par les amendements anglais.

(Interruption de Jérôme : « Quelles conclusions tactiques tirez-vous de tout cela? »)

J'ai déjà déclaré qu'il était important de noter qu'il n'y avait pas de divergence sérieuse entre la concrétisation de la conférence d'avril et les camarades anglais. Je n'ai pas devant moi les revendications actuelles élaborées dans la résolution de la pré-conférence; si je les avais, il serait possible de trouver des points secondaires de désaccord, ou peut-être ne trouverais-je rien du tout. Mais comme le camarade Jérôme le sait, par exemple sur la question du Gouvernement PS-PCF - CGT, notre position est que ce mot d'ordre reste particulièrement applicable dans la situation en France aujourd'hui. Ceci fut déclaré au Congrès français, comme le camarade Jérôme le sait. Mais comme je l'ai déjà déclaré, je pense que, aussi dangereux que soit la position des camarades qui veulent remplacer le mot d'ordre transitoire « PS - PCF - CGT au pouvoir » par la forme négative de « Rompez la coalition », je pense que les idées qui ont paru dans « La Vérité », publiée au même moment que le Congrès français qui confondaient le mot d'ordre transitoire PS-PCF - CGT avec le Gouvernement ouvrier et paysan, font une erreur aussi grave. Je pense que le camarade Jérôme a fait la même remarque au Congrès français.

En conclusion, il est nécessaire de déclarer à nouveau, en vue

d'éviter la conception attribuée aux camarades anglais, comme ce fut le cas dans le passé de la part d'un certain nombre de camarades, selon laquelle nous envisageons quelque chose comme un nouvel épanouissement du capitalisme (bloom), il est nécessaire de souligner, ce qui en réalité devrait être l'évidence même pour des camarades sérieux, que nous nous occupons d'une analyse de la période immédiatement prochaine à laquelle ont à faire nos partis en Europe. Que nous assistions à l'agonie mortelle du capitalisme, que le capitalisme soit rongé de contradictions, qu'à la longue ils placent sur le dos des travailleurs le fardeau de la guerre, etc., tout cela va sans dire. Je crois, pour le répéter à nouveau, que ce rapport politique particulier, que je considère inadéquat, aussi bien qu'incorrect dans sa ligne de base, devrait être renvoyé au S. I. et que le S. I. devrait être chargé de préparer un rapport politique très étudié pour le prochain C. E. I., dans lequel il tenterait sérieusement, non seulement d'affirmer, mais d'analyser et de défendre des idées définies qui ont été apportées dans la discussion par les amendements anglais et par les critiques des autres partis. Je pense donc que, si incorrect qu'un tel document puisse être dans sa ligne générale, c'est-à-dire s'il persiste dans ses idées présentes, qu'une sérieuse analyse de ces idées s'avérerait être une base intéressante de discussion pour le prochain C. E. I. et par là dans le Bulletin International, et j'ajouterai aux remarques des camarades hollandais que je pense que dans l'avenir, pour autant qu'il s'agisse de documents à venir, ces documents soient aux mains des membres du C. E. I. au moins une semaine à l'avance.

THEO

Camarade président, camarades : Durant la session d'hier après-midi, je suis sûr que certains d'entre nous se demandaient en écoutant les heurts d'opinions, quelle était l'essence de la discussion? Où voulons-nous en venir? Et je me souviens que quelques questions ont été posées à cet effet. Il se trouve que le rapport réaffirme la position de la conférence d'avril. Il essaie de la mettre à jour; il défend la ligne fondamentale de la conférence en ce qui concerne les perspectives et les tâches concrètes. Il n'est peut-être pas aussi détaillé que nous le désirerions; je pense que plusieurs camarades, qui sont d'accord avec le rapport et le font leur, ont indiqué diverses omissions sur lesquelles ils voudraient voir inclure des points. Je suis d'accord, je pense que nous devrions y traiter la question de l'Allemagne, des territoires occupés par l'Union Soviétique, etc. Mais la ligne principale, le but du rapport, est très claire; il s'agit de vérifier l'analyse faite à la conférence d'avril, de réexaminer les conclusions que nous avions tirées et par là de réaffirmer en général la ligne adoptée à cette époque.

Maintenant, quel but poursuivent les critiques du rapport? Cela, camarades, est plus difficile à déterminer. Prenons les camarades anglais, par exemple; ils ont été les premiers à faire des critiques, d'abord par l'intermédiaire de leur représentant au S. I., ensuite maintenant au C. E. I. A quel but tendent leurs critiques? Nous avons entendu le camarade Conrad et le camarade Haston nous dire qu'ils étaient d'accord avec l'analyse fondamentale de la pré-conférence d'avril, et même plus, qu'ils étaient d'accord avec les conclusions concrètes; ils n'ont pas de divergences, ni sur l'analyse, ni sur les conclusions tactiques. Que veulent-ils donc? A quoi tendent les camarades en faisant ces critiques? Désirent-ils faire quelques corrections d'importance secondaire, portant plus ou moins sur des détails, des appréciations, etc.? S'il en est ainsi, alors on doit se demander : « Pourquoi une telle chaleur dans la discussion? Pourquoi le rejet du rapport que les camarades proposent? » Il semblerait que s'il y avait quelques corrections d'ordre secondaire à effectuer dans le cadre d'un accord général, les camarades devraient alors être capables de travailler ensemble pour travailler harmonieusement sur le rapport. La motion que le camarade Conrad proposa au S. I. était de rejeter le rapport sous prétexte que c'était une attaque contre le R. C. P.

La question est : « Qu'est-ce qu'une attaque? » Il y a deux conceptions à ce sujet, me semble-t-il, de la part des camarades anglais. Lorsqu'ils écrivent des amendements qui dirigent tout leur poids, dans un langage des plus violents, contre l'Internationale, ce n'est pas une attaque. Lorsque le rapporteur du S. I. en analysant les événements politiques des derniers six mois, traite en passant des critiques des camarades anglais dans un langage des plus objectifs, d'une manière démonstrative, alors il s'agit d'une attaque. Je vous demande, camarades, de considérer vos deux attitudes et de les concilier. Et, en conclusion, je dois dire que les objections du camarade Haston me font quelque peu sourire en ce qui concerne les amendements écrits. Il n'y avait pas d'amendements écrits, comme chacun sait, à la conférence d'avril. Quelques points furent seulement soulevés. Ils ont déjà été publiés. Personne ne pouvait savoir au juste, d'après ces points, où les camarades anglais voulaient en venir. Environ quatre à cinq mois plus tard, les camarades revinrent finalement avec des amendements écrits. La conférence a eu lieu en avril; vous aviez eu les documents en février, sinon en

janvier. Ce n'est qu'en juillet que vous avez fourni des amendements rédigés, et vous vous plaignez maintenant que ces amendements n'aient pas encore été publiés au sein de l'Internationale. Ils le seront.

Le rapport, tel que je le comprends, n'a pas l'intention de répondre à ces amendements. Il ne traite de vos critiques qu'en passant, car on a beaucoup parlé de vos amendements dans l'Internationale, et il tente de leur répondre, ou plutôt d'indiquer une réponse. Le mois dernier, à la conférence du R. C. P., ces amendements furent présentés et soumis au vote. Au cours de cette conférence, les camarades de la direction du R. C. P. soulignèrent aussi leur accord fondamental avec l'Internationale contre la ligne révisionniste de Morrow comme eux-mêmes l'ont intitulée; ils ont proclamé cela publiquement à la conférence. Sur la question des divergences entre nous qui avons une ligne fondamentale commune, comme les camarades l'avaient marqué, c'était d'accord; nous devrions chercher un accord sur les formulations là où c'était possible, et dans les autres cas, clarifier nos divergences et les préciser autant que possible. C'est ainsi que j'avais compris la situation et je pense que c'est ce que le rapport commençait à tenter de faire.

En conséquence, la violente réaction des camarades devant le rapport est surprenante. Il me semble qu'ils désirent, non pas un accord sur des formulations secondaires, non pas une clarification des divergences, mais une sorte de match sur des points isolés. Je regrette, camarades, nous ne sommes pas en train de nous engager dans un match. Nous ne jouons pas aux politiciens de prestige. Il me semble que nous cherchons à élaborer une ligne politique pour l'Internationale; c'est de cela seul qu'il s'agit. S'il s'agit de clarifier quelques ambiguïtés dans les formulations, comme sur la question de l'entrisme en Europe, où il semble que vous ne soyez pas satisfaits de la formulation de la conférence d'avril, si, d'après la discussion, il est clair qu'il n'y a pas de divergences réelles, clarifions-la alors par tous les moyens et cherchons une formulation commune. De la même manière sur la question du réformisme et du stalinisme comme obstacles déterminants. L'ensemble du document de la conférence d'avril rend tout à fait clair que nous nous préoccupons de l'obstacle représenté par le réformisme et le stalinisme en Europe, et alors il y a vers la fin du document une partie que vous critiquez comme ambiguë, qui peut rendre possible diverses interprétations; pour ma part, je veux, comme vous, une formulation précise; si, en Australie et en Angleterre, le réformisme est un obstacle, je suis d'accord pour que cela soit précisé, je suis prêt à faire cette concession, et si vous chantez victoire à ce sujet, cela m'est égal. Cela ne m'intéresse pas de m'accrocher à telle ou telle formulation dans le but de protéger le prestige de quiconque; si la correction est nécessaire, je suis pour qu'elle soit faite. Il s'agit là d'une manière très simple de régler de telles questions; s'il y a un accord fondamental, nous nous réunissons et adoptons une formulation qui nous satisfasse mutuellement. N'est-ce pas ce que nous avons fait sur la question du retrait des troupes d'occupation, et l'accord s'est fait très aisément? Mettons de côté les petites histoires dans cette discussion, camarades, et venons-en au nœud des divergences réelles, de telle sorte que tout le monde comprenne, et apparemment il y a quelques divergences, ou sans cela, il n'y aurait pas une telle chaleur dans la discussion.

A mon avis, d'après les amendements des camarades anglais, il y a deux divergences principales sur lesquelles il n'est pas possible de trouver une formulation commune : l'une est la question de la force relative de l'Union Soviétique; la deuxième est la question de l'appréciation des tendances actuelles de l'économie, qui, selon eux, va vers un boom, et qui, pour nous, n'est qu'une reprise partielle sans perspective. Il me semble que les divergences actuelles se limitent à ces deux questions.

Sur la question de la force relative de l'Union Soviétique, les camarades anglais nous présentent une image de l'Union Soviétique considérablement renforcée à l'issue de la guerre par rapport à l'impérialisme mondial et, par moment, on nous présente le problème d'une manière si simplifiée qu'il est réellement difficile pour quelqu'un de familier avec notre mouvement pour qu'on puisse l'aborder. Au cours de la conférence du R. C. P., j'ai écouté le rapport présenté sur cette question par le camarade D. D. H. Il déclara qu'il était ridicule de parler d'une Union Soviétique affaiblie par rapport à l'impérialisme mondial; avant la guerre, celle-ci avait à faire face à l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Japon. La guerre est finie — l'Allemagne et le Japon ont été balayés de la scène — n'est-il pas clair que l'U. R. S. S. se trouve face à un moins grand nombre d'ennemis?

Il s'agit là d'une conception arithmétique. Comment voyons-nous le problème? Nous l'abordons selon la méthode dialectique que nos maîtres nous ont enseignée. En 1939-40, vous avez eu un premier signe d'un renforcement apparent de l'U. R. S. S. C'est un fait que lorsque Hitler et Staline ont conclu un accord sur le partage de la Pologne, les staliniens clamèrent qu'il s'agissait d'un renforcement considérable. Comment le Vieux aborda-t-il la question, que dit-il, qu'avons-nous dit, avec lui, à ce sujet? Le Vieux, je me souviens, déclara que ce renforce-